

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3268

[C — 2003/29423]

**17 JUILLET 2003. — Décret modifiant le décret du 2 juin 1998  
organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné  
par la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

De l'organisation générale

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 7, du décret du 2 juin 1998 organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, le point 2°, *b*), est complété comme suit : « , à l'exception du cours de diction-éloquence qui peut être organisé en filière de formation uniquement. »

Des conditions d'admission et de la régularité des élèves

**Art. 2.** A l'article 14, § 2, 2<sup>e</sup> alinéa, du même décret, le mot « ministre » est remplacé par le mot « Gouvernement ».

De la sanction des études

**Art. 3.** A l'article 16 du même décret, le troisième alinéa est complété comme suit : « , à l'exception du domaine de la musique, pour lequel le diplôme est délivré au terme de la cinquième année de transition. »

**Art. 4.** A l'article 22 du même décret, un deuxième alinéa est ajouté libellé comme suit : « Le règlement d'ordre intérieur est un document public, fourni par le directeur ou son représentant à toute personne, sur simple demande. »

De l'organisation des humanités artistiques

**Art. 5.** A l'article 23 du même décret, le 8<sup>e</sup> est supprimé.

Des dotations annuelles

**Art. 6.** A l'article 29 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

*a*) Au 1<sup>er</sup> alinéa les mots « à l'article 37, alinéa 3. » sont remplacés par « à l'article 37, alinéa 3, et, à partir du 1<sup>er</sup> février 2004, augmenté des dotations de périodes pour les humanités artistiques visées à l'article 35. »

*b*) L'article 29 est complété par 3 alinéas rédigés comme suit :

« Le montant affecté aux dotations de cours des humanités artistiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égal à 750.000 euros par année budgétaire.

A partir de l'année budgétaire 2005, le montant visé à l'alinéa 3 est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation.

Lors de l'admission aux subventions d'un nouvel établissement ou d'un nouveau domaine, le Gouvernement ajoute, dans les limites de ses possibilités budgétaires, au total des dotations visées à l'article 29, une dotation de périodes de cours calculée en fonction de la dotation due à cet établissement, en application de l'article 31, § 2, au moment de son admission. »

**Art. 7.** A l'article 31 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

*a*) au § 2, 4°, *b*), les mots « autres filières » sont remplacés par les mots « filières de formation, de qualification et de transition 1 à 4 »;

*b*) un point *c*) est ajouté, il est libellé comme suit : « *c*) 240 périodes de cours/année pour la filière de transition à partir de la cinquième année. »

**Art. 8.** A l'article 31 du même décret, les alinéas suivants sont ajoutés au § 3 :

« Durant une période de quatre années scolaires et prenant cours au 1<sup>er</sup> septembre 2003, les augmentations et les réductions des périodes de cours subventionnables de chacun des domaines consécutives à l'application du § 2 sont :

1° suspendues lorsque la différence, positive ou négative, entre la dotation attribuée pour l'année scolaire précédente, et la dotation calculée pour la nouvelle année scolaire est inférieure ou égale à 8 % — appelé indice de stabilité — de la valeur de la dotation attribuée pour l'année scolaire précédente;

2° limitées dans les autres cas à la partie excédent 8 % de la valeur de la dotation attribuée pour l'année scolaire précédente.

Dans chaque domaine de cours, l'addition des réductions de périodes de cours subventionnables consécutive à l'application du § 2 et de l'alinéa précédent constitue les périodes disponibles; dans chaque domaine de cours l'addition des augmentations de périodes de cours subventionnables consécutive à l'application du § 2 et de l'alinéa précédent constitue les périodes demandées. Les périodes de cours disponibles sont réparties, dans chaque domaine d'enseignement, proportionnellement à l'augmentation proméritée, en fonction d'un coefficient de redistribution calculé comme suit : la différence entre les périodes de cours fixées en application de l'article 33 et les périodes de cours accordées pour l'année scolaire précédente est ajoutée aux périodes disponibles; le résultat de cette addition est divisé par le nombre de périodes demandées. »

**Art. 9.** A l'article 31, § 4, du même décret, les mots « Durant la période transitoire visée au § 3 » sont supprimés.

**Art. 10.** A l'article 32 du même décret, est inséré après le 1<sup>er</sup> alinéa, un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque, pour chaque domaine de cours dispensé dans un établissement, la division du nombre de périodes de cours/année par le nombre de semaines d'ouverture de l'établissement ne donne pas pour résultat un nombre entier, ce résultat est arrondi :

— à l'unité inférieure lorsque la première décimale consécutive au calcul est inférieure à 5;

— à l'unité supérieure dans les autres cas. »

**Art. 11.** A l'article 34, alinéa 2, du même décret, les termes « Dans un délai de soixante jours » sont remplacés par les mots « Dans un délai de quarante jours ».

#### Des dotations des humanités artistiques

**Art. 12.** L'article 35 du même décret, est remplacé par :

« Article 35. Pour l'organisation des périodes d'enseignement visées à l'article 23, chaque pouvoir organisateur dispose d'une dotation annuelle de périodes de cours subventionnables, telle que précisée à l'article 29, calculée par domaine d'enseignement en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits en humanités artistiques au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours. Cette dotation est réservée à des périodes de cours de l'enseignement obligatoire.

La dotation annuelle de périodes de cours est fixée comme suit :

1° pour le domaine de la musique :

— 280 périodes-année par groupes complets de 5 élèves, pour les élèves inscrits dans le 2<sup>e</sup> degré;

— 360 périodes-année par groupes complets de 4 élèves, pour les élèves inscrits dans le 3<sup>e</sup> degré;

2° pour le domaine des arts de la parole et du théâtre :

— 280 périodes-année par groupes complets de 5 élèves, pour les élèves inscrits dans le 2<sup>e</sup> degré;

— 360 périodes-année par groupes complets de 4 élèves, pour les élèves inscrits dans le 3<sup>e</sup> degré;

3° pour le domaine de la danse :

— option danse classique

a) 880 périodes-année pour le deuxième degré par groupes comptant jusqu'à 12 élèves;

b) 1 120 périodes-année pour le troisième degré par groupes comptant jusqu'à 12 élèves;

— option danse contemporaine

a) 680 périodes-année pour le deuxième degré par groupes comptant jusqu'à 12 élèves;

b) 880 périodes-année pour le troisième degré par groupes comptant jusqu'à 12 élèves. »

#### De la rationalisation et de la programmation

**Art. 13.** L'article 48 du même décret, est remplacé par :

« Article 48. Par dérogation aux dispositions de l'article 44, une norme spécifique de rationalisation et de programmation est fixée par domaine d'enseignement pour le maintien et la création des humanités artistiques visées à l'article 23.

La norme de rationalisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixée à un nombre minimum de 5 élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours, en humanités artistiques, dans le domaine d'enseignement concerné, pour le deuxième degré et à 4 élèves pour le troisième degré.

La norme de programmation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixée à un nombre minimum de 10 élèves régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours, en humanités artistiques, dans le domaine d'enseignement concerné, pour le deuxième degré et à 8 élèves inscrits pour le troisième degré.

Lorsque le domaine d'enseignement ne répond plus aux normes de rationalisation prévues à l'alinéa 2, le pouvoir organisateur concerné refuse toute nouvelle inscription et continue à organiser les périodes de cours permettant aux élèves restant inscrits de terminer le cycle d'études secondaires entrepris. »

#### Des fonctions des membres du personnel

**Art. 14.** A l'article 51, § 3, du même décret, les 3° et 4° sont remplacés par :

« 3° professeur d'histoire de la musique-analyse; »

« 4° professeur de l'écriture musicale-analyse. »

**Art. 15.** A l'article 51, § 5, 4°, du même décret, les mots « des cours de danse classique » sont ajoutés après les mots « de l'accompagnement au piano; ».

#### Des emplois subventionnés

**Art. 16.** A l'article 56, 1<sup>er</sup> alinéa, du même décret, les mots « aux articles 30, 31 et 37. » sont remplacés par les mots « aux articles 30, 31, 35 et 37. »

**Art. 17.** A l'article 58, 1<sup>er</sup> alinéa, du même décret, les mots « aux articles 35 et 38. » sont remplacés par les mots « à l'article 38. »

#### Des titres requis et jugés suffisants

**Art. 18.** A l'article 105 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« Pour les fonctions visées au § 1<sup>er</sup>, constituent également un titre requis :

1° le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, délivré par une Ecole supérieure des arts dans la spécialité ou la discipline à enseigner;

2° le diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts, tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 précité, dans la spécialité ou la discipline à enseigner, complété par le titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement de la spécialité ou de la discipline à enseigner.

Pour les fonctions visées au § 1<sup>er</sup>, le diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts, tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 précité, dans la spécialité ou la discipline à enseigner constitue également un titre jugé suffisant. »

**Art. 19.** A l'article 106 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 3° les mots « 3° professeur d'histoire de la musique et de l'analyse » sont remplacés par les mots « 3° professeur d'histoire de la musique-analyse »;

b) au 3°, c), les mots « CAPE d'histoire de la musique et de l'analyse » sont remplacés par les mots « CAPE d'histoire de la musique-analyse »;

c) au 4° les mots « 4° professeur de l'écriture musicale et de l'analyse » sont remplacés par les mots « 4° professeur de l'écriture musicale-analyse »;

d) au 4°, c), les mots « CAPE de l'écriture musicale et de l'analyse » sont remplacés par les mots « CAPE de l'écriture musicale-analyse »;

e) A l'article 106 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« Pour les fonctions visées au § 1<sup>er</sup>, constituent également un titre requis :

1° le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, délivré par une Ecole supérieure des arts dans la spécialité ou la discipline à enseigner;

2° le diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 précité, dans la spécialité ou la discipline à enseigner, complété par le titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement de la spécialité ou de la discipline à enseigner.

Pour les fonctions visées au § 1<sup>er</sup>, le diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts, tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 précité, dans la spécialité ou la discipline à enseigner constitue également un titre jugé suffisant. »

**Art. 20.** L'article 106, 5°, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° professeur de formation générale jazz :

a) Titres requis

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'harmonie jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument complété par cinq années d'expérience utile et le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— les titres repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique;

— six années d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE de formation générale jazz. »

**Art. 21.** A l'article 106, 7°, du même décret, le mot « jazz » est ajouté après les mots « professeur de formation instrumentale »; le mot « jazz » est également ajouté après les mots « CAPE de la formation instrumentale ».

**Art. 22.** A l'article 107 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« Pour les fonctions visées au § 1<sup>er</sup>, constituent également un titre requis :

1° le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, délivré par une Ecole supérieure des arts dans la spécialité ou la discipline à enseigner;

2° le diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 précité, dans la spécialité ou la discipline à enseigner, complété par le titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement de la spécialité ou de la discipline à enseigner.

Pour les fonctions visées au § 1<sup>er</sup>, le diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts, tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999 précité, dans la spécialité ou la discipline à enseigner constitue également un titre jugé suffisant. »

**Art. 23.** A l'article 108 du même décret, les 4° et 5° sont remplacés par la disposition suivante :

« 4° professeur chargé de l'accompagnement au piano des cours de danse classique :

a) Titres requis

— diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts, tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999, relatif à l'enseignement supérieur artistique, en formation instrumentale, option claviers/piano complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano d'accompagnement complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de piano, de piano jazz ou de claviers jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— certificat final de piano d'accompagnement complété par trois années d'expérience utile et par le titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants

— les diplômes repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement au piano des cours de danse classique.

5° professeur chargé de l'accompagnement des cours de danse contemporaine et de danse jazz :

a) Titres requis

— diplôme de licencié, délivré par une Ecole supérieure des arts, tel que précisé dans le décret du 17 mai 1999, relatif à l'enseignement supérieur artistique, en formation instrumentale, option percussions complété par le titre d'aptitude pédagogique;

— diplôme de l'enseignement artistique supérieur de percussions ou de percussions jazz complété par le titre d'aptitude pédagogique;

b) Titres jugés suffisants

— les diplômes repris sub a) sans le titre d'aptitude pédagogique;

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement

CAPE d'accompagnement des cours de danse contemporaine et de danse jazz »

Disposition abrogatoire

**Art. 24.** L'article 124 du même décret est abrogé.

De l'entrée en vigueur du décret

**Art. 25.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2003, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale  
et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

D. DUCARME

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, 423 - n° 1. — Rapport, 423 - n° 2.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 15 juillet 2003.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3268

[C - 2003/29423]

**17 JULI 2003. — Decreet tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Algemene organisatie

**Artikel 1.** In artikel 7 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt punt 2°, b), aangevuld als volgt : "met uitzondering van de leergang dictie - welsprekendheid die enkel als opleiding kan worden ingericht. ».

Toelatingsvoorwaarden en regelmatigheid van de leerlingen

**Art. 2.** In artikel 14, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet, wordt het woord "minister" vervangen door het woord "Regering".

Bekrachtiging van de studies

**Art. 3.** In artikel 16 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid aangevuld als volgt : « met uitzondering van het gebied muziek, waarvoor het diploma op het einde van het vijfde overgangsjaar wordt uitgereikt. » .

**Art. 4.** In artikel 22 van hetzelfde decreet, wordt een tweede lid toegevoegd luidend als volgt : « Het huishoudelijk reglement is een openbaar document, uitgereikt, op aanvraag, door de directeur of diens vertegenwoordiger aan iedere persoon. »

## Organisatie van de Kunsthumaniora

**Art. 5.** In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt het 8° afgeschaft.

## Jaarlijkse dotaties

**Art. 6.** Aan artikel 29 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1, worden de woorden « bij artikel 37, lid 3. » vervangen door de woorden « bij artikel 37, lid 3, en, vanaf 1 februari 2004, vermeerderd met de lestijdendotaties voor de kunsthumaniora bedoeld bij artikel 35. »

b) Artikel 29 wordt aangevuld met drie leden opgesteld als volgt :

« Het bedrag bestemd voor de lestijdendotaties van de kunsthumaniora bedoeld bij lid 1 is gelijk aan 750.000 euro per begrotingsjaar.

Vanaf het begrotingsjaar 2005, wordt het bij lid 3 bedoeld bedrag jaarlijks aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen.

Bij de toelating tot de toelagen van een nieuwe inrichting of een nieuw gebied, voegt de Regering, binnen de perken van haar budgettaire mogelijkheden, aan het geheel van de dotaties bedoeld bij artikel 29, een lestijdendotatie berekend in functie van de aan deze inrichting verschuldigde dotatie, in toepassing van artikel 31, § 2, op het ogenblik van haar toelating. »

**Art. 7.** Aan artikel 31 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij § 2, 4°, b), worden de woorden "andere filiëres" vervangen door de woorden "vormings-, kwalificatie- en overgangsfiliëres 1 tot 4°;

b) er wordt een punt c) toegevoegd, luidend als volgt :

"c) 240 lestijden/jaar voor de overgangsfiliëre vanaf het vijfde jaar".

**Art. 8.** In artikel 31 van hetzelfde decreet, worden de volgende leden gevoegd aan § 3 :

« Gedurende een periode van vier schooljaar en met uitwerking van 1 september 2003, zijn de verhogingen en de verminderingen van de voor toelage vatbare lestijden van elk gebied als gevolg van de toepassing van § 2 :

1° opgeschort wanneer het verschil, hetzij positief hetzij negatief, tussen de dotatie toegekend voor het vorige schooljaar en de dotatie berekend voor het nieuwe schooljaar minder of gelijk is aan 8 % — genoemd stabiliteitscijfer — van de waarde van de dotatie toegekend voor het vorige schooljaar;

2° beperkt in de andere gevallen tot het deel dat 8 % overtreft van de waarde van de dotatie toegekend voor het vorige schooljaar.

In ieder cursusgebied bestaan de beschikbare lestijden uit de optelling van de verminderingen van de voor toelage vatbare lestijden als gevolg van de toepassing van § 2 en het vorig lid; in ieder cursusgebied bestaan de gevraagde lestijden uit de optelling van de verminderingen van de voor toelage vatbare lestijden als gevolg van de toepassing van § 2 en het vorig lid. De beschikbare lestijden worden verdeeld, in ieder onderwijsgebied, in evenredigheid met de verhoging waarop aanspraak kan worden gemaakt, in functie van een herverdelingscoëfficiënt berekend als volgt : het verschil tussen de lestijden bepaald in toepassing van artikel 33 en de lestijden toegekend voor het vorige schooljaar wordt gevoegd bij de beschikbare lestijden; de uitslag van deze optelling wordt verdeeld door het aantal gevraagde lestijden. »

**Art. 9.** In artikel 31, § 4, van hetzelfde decreet, worden de woorden "Tijdens de in § 3 bedoelde overgangperiode" afgeschaft.

**Art. 10.** In artikel 32 van hetzelfde decreet, wordt na het eerste lid een lid ingevoegd luidend als volgt :

« Wanneer, voor ieder cursusgebied gedoceed in een inrichting, de deling van het aantal lestijden/jaar door het aantal openingsweken van de inrichting niet een geheel getal tot resultaat heeft, wordt dit resultaat afgerond :

— tot de lagere eenheid wanneer de eerste decimaal voortvloeiend uit de berekening kleiner is dan 5;

— tot de hogere eenheid in de andere gevallen. »

**Art. 11.** In artikel 34, lid 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden "binnen een termijn van zestig kalenderdagen" vervangen door de woorden "binnen een termijn van veertig dagen".

## Dotaties voor kunsthumaniora

**Art. 12.** Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Art. 35. Voor de inrichting van de onderwijslestijden bedoeld bij artikel 23 beschikt elke inrichtende macht over een jaarlijkse dotatie aan voor toelage vatbare lestijden, zoals bepaald bij artikel 29, berekend per onderwijsgebied in functie van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen voor de kunsthumaniora op 1 oktober van het lopend schooljaar. Deze dotatie wordt voorbehouden voor lestijden in het verplicht onderwijs.

De jaarlijkse dotatie aan lestijden wordt als volgt bepaald :

1° op het gebied van muziek :

— 280 lestijden/jaar voor complete groepen van vijf leerlingen, voor de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de tweede graad;

— 360 lestijden/jaar voor complete groepen van vier leerlingen, voor de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de derde graad;

2° op het gebied van de spreek- en theaterkunsten :

— 280 lestijden/jaar voor complete groepen van vijf leerlingen, voor de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de tweede graad;

360 lestijden/jaar voor complete groepen van vier leerlingen, voor de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de derde graad;



3° op het gebied van de dans :

— optie klassieke dans

a) 880 lestijden/jaar voor de tweede graad voor groepen van maximum 12 leerlingen;

b) 1 120 lestijden/jaar voor de derde graad voor groepen van maximum 12 leerlingen;

— optie hedendaagse dans

a) 680 lestijden/jaar voor de tweede graad voor groepen van maximum 12 leerlingen;

b) 880 lestijden/jaar voor de tweede graad voor groepen van maximum 12 leerlingen.

#### Rationalisatie en programmatie

**Art. 13.** Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Artikel 48. In afwijking van de bepalingen van artikel 44 wordt er een specifieke norm voor rationalisatie en programma per onderwijsgebied vastgelegd voor het behoud en de oprichting van de in artikel 23 bedoelde kunsthumaniora.

De in lid 1 bedoelde rationalisatienorm wordt bepaald op een minimum aantal van vijf leerlingen die op 1 oktober van het lopende schooljaar regelmatig ingeschreven waren voor de Kunsthumaniora, voor het betrokken onderwijsgebied, voor de tweede graad en van vier leerlingen voor de derde graad.

De in lid 1 bedoelde programmatienorm wordt bepaald op een minimum aantal van tien leerlingen die op 1 oktober van het lopende schooljaar regelmatig ingeschreven waren voor de Kunsthumaniora, voor het betrokken onderwijsgebied, voor de tweede graad en van acht leerlingen voor de derde graad.

Wanneer het onderwijsgebied niet meer aan de bij lid 2 bedoelde rationalisatienormen voldoet, weigert de betrokken inrichtende macht elke nieuwe inschrijving en blijft zij de lestijden in te richten om de leerlingen die nog ingeschreven zijn de mogelijkheid te bieden de gekozen cyclus van secundair onderwijs te voltooien. »

#### De ambten van de personeelsleden

**Art. 14.** In artikel 51, § 3, van hetzelfde decreet worden de 3° en 4° vervangen door :

« 3° leraar muziekgeschiedenis — ontleding; »

« 4° leraar muziekschrijven — ontleding; ».

**Art. 15.** In artikel 51, § 5, 4°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "leergangen klassieke dans" toegevoegd na de woorden "met de begeleiding op de piano;".

#### Gesubsidieerde betrekkingen

**Art. 16.** In artikel 56, 1e lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "in de artikelen 30, 31 en 37" vervangen door de woorden "in de artikelen 30, 31, 35 en 37".

**Art. 17.** In artikel 58, 1e lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "in de artikelen 35 en 38" vervangen door de woorden "in artikel 38".

#### De vereiste en als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

**Art. 18.** Aan artikel 105 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor de ambten bedoeld bij § 1, gelden ook als vereist bekwaamheidsbewijs :

1° het diploma geaggregeerde hoger secundair onderwijs zoals bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in het vak of de specialiteit waarover les wordt gegeven, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het doceren van bedoeld(e) vak of specialiteit.

2° het diploma licentiaat, uitgereikt door een hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in het vak of de specialiteit waarover les wordt gegeven, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het doceren van bedoeld(e) vak of specialiteit.

Voor de ambten bedoeld bij § 1, is het diploma van licentiaat, uitgereikt door een Hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het voornoemd decreet van 17 mei 1999, voor de specialiteit of vak waarover gedoceerd dient te worden, ook een als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs. »

**Art. 19.** Aan artikel 106 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij 3° worden de woorden "3° leraar muziekgeschiedenis en ontleding" vervangen door de woorden "3° leraar muziekgeschiedenis-ontleding";

b) bij 3° c), worden de woorden "GPBO muziekgeschiedenis en ontleding" vervangen door de woorden "GPBO muziekgeschiedenis-ontleding";

c) bij 4° worden de woorden "4° leraar muziekschrijven en ontleding" vervangen door de woorden "4° leraar muziekschrijven-ontleding";

d) bij 4° c), worden de woorden "4° leraar muziekschrijven en ontleding" vervangen door de woorden "4° leraar muziekschrijven-ontleding";

e) in artikel 106 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor de ambten bedoeld bij § 1, gelden ook als vereist bekwaamheidsbewijs :

1° het diploma geaggregeerde hoger secundair onderwijs zoals bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in het vak of de specialiteit waarover les wordt gegeven, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het doceren van bedoeld(e) vak of specialiteit.

2° het diploma licentiaat, uitgereikt door een hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in het vak of de specialiteit waarover les wordt gegeven, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het doceren van bedoeld(e) vak of specialiteit.

Voor de ambten bedoeld bij § 1, is het diploma van licentiaat, uitgereikt door een Hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het voornoemd decreet van 17 mei 1999, voor de specialiteit of vak waarover gedoceerd dient te worden, ook een als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs. »

**Art. 20.** Artikel 106, 5°, van hetzelfde decreet, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 5° leraar algemene jazz vorming :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen

— diploma hoger kunstonderwijs voor jazz-harmonie aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;

— diploma hoger kunstonderwijs voor instrument aangevuld met vijf jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

— de bekwaamheidsbewijzen opgenomen sub a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— zes jaar nuttige ervaring.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs

GPBO algemene vorming jazz. »

**Art. 21.** In artikel 106, 7°, van hetzelfde decreet, wordt het woord "jazz" toegevoegd na de woorden "leraar instrumentale opleiding"; het woord "jazz" wordt ook toegevoegd na de woorden "GPBO van de instrumentale opleiding".

**Art. 22.** In artikel 107 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor de ambten bedoeld bij § 1, gelden ook als vereist bekwaamheidsbewijs :

1° het diploma geaggregeerde hoger secundair onderwijs zoals bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in het vak of de specialiteit waarover les wordt gegeven, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het doceren van bedoelde specialiteit of vak.

2° het diploma licentiaat, uitgereikt door een hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in het vak of de specialiteit waarover les wordt gegeven, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het doceren van bedoeld(e) vak of specialiteit.

Voor de ambten bedoeld bij § 1, is het diploma van licentiaat, uitgereikt door een Hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het voornoemd decreet van 17 mei 1999, voor de specialiteit of vak waarover gedoceerd dient te worden, ook een als voldoende geacht bekwaamheidsbewijs. »

**Art. 23.** In artikel 108 van hetzelfde decreet worden de 4° en 5° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° leraar belast met de begeleiding op de piano van de leergangen klassieke dans :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen

— diploma licentiaat, uitgereikt door een hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in instrumentale opleiding, optie klavieren/piano, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;

— diploma hoger kunstonderwijs voor begeleidende piano, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— diploma hoger kunstonderwijs piano, jazz-piano of jazz-klavieren, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

— eindgetuigschrift begeleidende piano, aangevuld met drie jaar nuttige ervaring en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

— de diploma's opgenomen sub a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs

GPBO begeleidende piano voor de leergangen klassieke dans.

5° leraar belast met de begeleiding van de leergangen hedendaagse dans en jazz-dans :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen

— diploma licentiaat, uitgereikt door een hogere kunstschool, zoals bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, in instrumentale opleiding, optie slagwerk, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

— diploma hoger kunstonderwijs voor slagwerk en jazz-slagwerk aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen

— de diploma's opgenomen sub a) zonder het bewijs van pedagogische bekwaamheid;

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs

GPBO begeleiding leergangen hedendaagse dans en jazz-dans. »

Opheffingsbepaling

**Art. 24.** Artikel 124 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

## Inwerkingtreding van het decreet.

**Art. 25.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003, met uitzondering van artikel 6 dat op 1 februari 2004 van kracht wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en Audiovisuele Sector,  
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

---

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, 423 - nr. 1 — Verslag, 423 - nr. 2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 juli 2003.

---

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT  
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

---

**MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT**

D. 2003 — 3269

[C - 2003/33055]

**10. APRIL 2003. — Erlass der Regierung zur Beteiligung der Unterhaltspflichtigen Personen an den Kosten,  
die Unterbringungsmaßnahmen, die im Rahmen des Dekretes  
über die Jugendhilfe durchgeführt werden, betreffen**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekretes vom 20. März 1995 über die Jugendhilfe, insbesondere des Artikels 38, abgeändert durch das Programmdekret vom 23. Oktober 2000;

Aufgrund des Dekretes vom 9. Juni 1987 über die Erteilung einer Ermächtigung an die Mehrwertsteuer-, Registrierungs- und Domänenverwaltung, bestimmte vermögensrechtliche Geschäfte für die Deutschsprachige Gemeinschaft und die von ihr abhängigen Einrichtungen öffentlichen Interesses abzuwickeln;

In Erwähnung des Gutachtens des Finanzinspektors vom 21. März 2003;

Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 3. April 2003;

In Erwähnung des Gutachtens des Jugendhilferates vom 18. Dezember 2002;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund der Tatsache dass einige Formulierungen des Erlasses vom 20. Dezember 1995 unklar waren und beim Festlegen der Eigenbeteiligung bzw. beim Eintreiben der Beträge zu Schwierigkeiten führte, duldet die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub;

Auf Vorschlag des Ministers für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales,

Beschließt:

Begriffsbestimmung

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. Dekret: Dekret vom 20. März 1995 über die Jugendhilfe.

2. Jugendliche: die in Anwendung von Artikel 1 1. des Dekretes definierten Personen.

3. Eigenbeteiligung: der monatliche Betrag zu Lasten der unterhaltspflichtigen Person als Beteiligung an den Unterhalts-, Erziehungs- und Behandlungskosten, die aufgrund der Durchführung der Unterbringungsmaßnahme im Rahmen des Dekretes entstehen.